

Décroissance uniforme ou développement qualitatif ?

Jean-Marie Harribey

Séminaire « Anti-productivisme, décroissance et démocratie »

Montbrison – 5 et 6 février 2005

L'intervention qui suit s'appuie sur le travail de réflexion que j'ai coordonné au sein du Conseil scientifique d'Attac et qui a abouti au livre *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, résumé dans un 10 pages « Quel développement pour une société solidaire et économe ? » et que j'ai réexposé dans des articles récents de *Mouvements*, du *Passant Ordinaire*, du *Monde diplomatique* et de *Politis*.

Pour quelles raisons ai-je exprimé des réticences et même des critiques vis-à-vis du mot d'ordre de décroissance et de celui du refus du développement ? Etant entendu que cela n'équivaut pas à abandonner la critique de la croissance, du productivisme, inhérents à l'activité capitaliste dont la fin ultime est l'accumulation. Etant entendu aussi que le concept de développement durable n'est pas recevable en l'état puisque son pari de la possibilité de promouvoir une croissance économique éternelle a permis à tous les gouvernements et à tous les grands affameurs et pollueurs du monde de se l'approprier sans peine.

Certaines de ces raisons sont plutôt épistémologiques et théoriques, d'autres sont plutôt politiques, mais la frontière entre les deux types est floue.

1. Raisons plutôt épistémologiques et théoriques

a) Une première raison tient au fait que je ne suis pas persuadé de la pertinence de l'idée selon laquelle il faudrait sortir de l'économie au prétexte que l'économie aurait été inventée par l'Occident, par le capitalisme, et n'aurait donc que trois siècles d'existence.

Dès l'instant où l'on distingue depuis Aristote, avec l'économie politique et avec Marx, la production de valeurs d'usage et celle de valeurs d'échange, c'est-à-dire, selon les termes de Marx, le procès de travail en général et le procès de travail capitaliste, on dispose des catégories conceptuelles pour mener la critique du capitalisme, productiviste par essence. Je précise qu'affirmer cela ne vaut pas quitus pour le développement illimité des forces productives tant vanté par le marxisme historique.

L'idée selon laquelle l'économie ne pourrait être autrement que ce qu'elle est croise des thèmes en vogue mais débouchent sur des apories comme :

- la fin du travail, le renoncement au plein emploi (plein emploi accusé de ne renvoyer qu'à une société productiviste) ;
- les revenus monétaires déconnectés macro-économiquement de la production et du travail qui est en amont ;
- la négation de la multidimensionnalité du travail : le travailleur trouve sa place dans la division sociale du travail ; il la trouve dans un collectif de travailleurs où son individualité pourra être reconnue ; il apporte ses aspirations de citoyen à la démocratie ;
- la productivité assimilée au productivisme quelles que soient les circonstances ;
- l'assimilation de la rationalité économique à la rationalité capitaliste ;
- l'assimilation du marché et du capitalisme.

b) Deuxièmement, s'il est vrai que l'idéologie du développement a servi de paravent, voire de vecteur, à la domination économique, politique et culturelle de l'Occident sur le reste du monde, peut-on en déduire qu'il faut renoncer à la construction d'universaux, de droits

universels, non pas naturels mais socialement construits. Autrement dit, doit-on renoncer à mettre en commun la part d'universel qui existe en chaque culture par delà les différences, lesquelles pourront d'autant mieux être protégées que l'humanité saura cultiver cette part d'universel ? Si l'on y renonçait en même temps qu'à tout développement, ce ne pourrait être qu'au nom d'un relativisme culturel qui, paradoxalement, ressemblerait fort à un élitisme.

Les exactions commises au nom de l'humanisme furent nombreuses dans l'histoire. Mais cela ne fonde pas pour autant un antihumanisme. Décréter que la philosophie des Lumières a enfanté le nazisme est pour le moins un raccourci insupportable.

Parce que le développement existant est insoutenable, faut-il passer à l'ère du post-développement ? Il faudrait prouver que la croissance et le développement sont indissociables pour toujours. Ce n'est démontré ni par les libéraux, ni par les anti-post-développementistes, qui font sur ce point cause commune. Quant à la discussion sémantique sur le fait de continuer ou non à appeler développement l'amélioration du bien être et l'émancipation, elle pourrait être tellement étendue qu'elle perd beaucoup de son intérêt :

- la justice rend-elle toujours la justice ? non ; faut-il pour cela passer à l'ère de la post-justice ?
- la culture se résume-t-elle à la Star academy, ou même à la culture occidentale ? non ; faut-il passer à l'ère de la post-culture ?
- la politique est-elle toujours démocratique ? non ; faut-il passer à l'ère de la post-démocratie ?

Qu'on appelle le dépassement du développement tel qu'on l'a connu jusqu'ici *post-développement* ou *développement radicalement différent*, le problème à résoudre est le même : transformer les rapports sociaux et les rapports à la nature. Je crains que si l'on oubliait le premier terme (l'abolition des rapports sociaux capitalistes), les mots d'ordre de décroissance et de refus du développement marqueraient un recul, même par rapport à la notion si ambiguë et si médiocre de développement durable.

2. Des raisons plutôt politiques

a) En quoi la décroissance et le refus du développement peuvent-ils constituer un projet pour les pauvres ? En quoi « la décroissance sauvera-t-elle le Sud » comme le titrait le dernier article de Serge Latouche dans *Le Monde diplomatique* de novembre 2004 ?

Ma thèse est que la décroissance ne pourrait être admise que si elle était très sélective, en fonction des types de production, et en fonction des populations concernées.

Et cela d'autant que la population mondiale va encore augmenter de moitié d'ici 2050, et que cette augmentation se produira surtout dans les pays pauvres. Même en supposant une diminution du PIB par tête de 1% par an dans les pays riches (-39,5% en 50 ans), ce qui donnerait une baisse de 33,5% de leur PIB total, compte tenu d'une augmentation de 10% de leur population, et en supposant une croissance minimale du PIB par tête de 1% par an (+64,5% en 50 ans) dans les pays pauvres qui verraient leur PIB total augmenter de 163% sur la période, compte tenu d'une augmentation de 60% de leur population, au total, le PIB mondial augmenterait de 45%. Si l'intensité de la production en ressources naturelles et en énergie restait stable (on sait que l'Agence internationale de l'énergie vient d'alerter sur le ralentissement des améliorations de l'intensité énergétique), les besoins de celles-ci croîtraient proportionnellement au PIB. La décroissance des riches ne solutionne à elle seule donc rien ou presque rien.

b) Il nous faut donc assurer des transitions pour faire accepter les modifications de fond en comble des procédés de production et des modes de consommation. L'idée de la décélération s'inscrit dans cette perspective de transition, première étape vers la diminution des productions nuisibles, prédatrices ou ostentatoires. Il n'est pas réaliste de parler du niveau

de la production (la décroissance comme la croissance sont attachées à une notion quantitative telle que le PIB) sans parler de son contenu.

c) Cela pose la question de la définition de la richesse pour laquelle la distinction valeur d'usage/valeur d'échange reprend sa place car elle permet de légitimer les services non marchands, la protection sociale et les biens communs (ressources et connaissances).

De ce point de vue, les affirmations d'un certain courant de l'écologie prétendant que, pour prendre en compte la nature dans l'économie, il faut considérer que les ressources naturelles créent de la valeur économique, constituent des contresens gigantesques, en tout point comparables à la croyance libérale selon laquelle le capital (chose morte par excellence) crée de la valeur. L'utilisation par un certain courant de l'écologie de la notion libérale néo-classique de fonction de production à facteurs substituables dans laquelle est introduit, à côté du travail et du capital, le facteur environnemental, témoigne bien d'un ralliement pur et simple à la conception libérale qui impute la création de valeur à chacun de ces facteurs à hauteur de la part que le capitalisme leur attribue sous forme de rémunération.

A l'opposé de ces affirmations, il faut redire que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse mais n'ont pas de valeur monétaire*.

Il y a donc ici quatre niveaux de compréhension : 1) les ressources naturelles sont des richesses ; 2) elles n'acquièrent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain ; 3) elles ne créent elles-mêmes ni richesse, ni valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et valeur nouvelles par le travail ; 4) si, en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique ou au politique.

L'élaboration de nouveaux indicateurs de richesse a une portée s'il s'agit de participer à l'émergence d'une nouvelle conception de la richesse hors de la domination des catégories marchandes. Il ne servirait à rien de construire de nouveaux instruments de mesure qui n'accompagneraient pas les transformations sociales nécessaires à l'épanouissement de tous les humains et à leur bien-être. Un indicateur n'est jamais que le reflet d'une organisation sociale. Comme le disait Keynes, ce n'est pas la queue du chien qui fait remuer celui-ci, c'est l'inverse.

d) Quelle remise en cause du capitalisme ?

D'une part, la distinction marché/capitalisme doit être faite. D'autre part, nous ne devons pas nous contenter d'une addition de changements individuels mais nous inscrire dans la continuité d'une histoire sociale de luttes et de projets collectifs.

La difficulté est de construire des convergences sociales autour d'objectifs sociaux et écologiques simultanément. On ne peut que frémir quand on voit le dédain affiché par certains partisans de la décroissance vis-à-vis des revendications sociales. A l'inverse de ceux qui prétendent faire œuvre nouvelle en jetant par dessus bord la critique de Marx du capitalisme, je pense préférable l'association de Marx et Jonas, ce qui ne va pas de soi sur le plan théorique (car le second a critiqué le mythe de l'abondance tout en prenant un parti humaniste), mais ce qui est indispensable sur le plan politique, en tout cas de loin supérieure à l'idée qu'Illich (dont la vision est par certains côtés régressive) supplanterait Marx.

C'est la raison pour laquelle la réduction du temps de travail est une voie pour sortir du piège dans lequel nous enferme le capitalisme : croissance forte et pas de chômage mais épuisement de la planète, ou bien sauvegarde de la planète mais chômage à cause de l'absence de croissance.

En conclusion, je voudrais dire qu'il ne faut pas concevoir ce débat sur notre mode de vie comme hors sol. Il faut l'insérer dans le combat politique d'aujourd'hui : mettre un coup d'arrêt aux politiques néo-libérales, d'où l'importance du vote négatif au référendum sur le traité constitutionnel européen.

Car le traité interdit toute entrave à la circulation des capitaux et des marchandises au milieu desquelles il y aura les OGM. Il condamne les services publics, la protection sociale, tout le secteur non marchand producteur de valeurs d'usage. Il condamne le droit du travail en donnant le champ libre à des directives comme celle du pays d'origine (Bolkestein) ou celle sur le temps de travail dont la durée hebdomadaire maximale serait portée de 48 à 65 heures.

La démarche que je soutiens est celle qui réussirait à synthétiser la critique du capitalisme et la prise en compte du vivant et de l'écologie. Ce n'est qu'autour de cette synthèse que pourront se construire des convergences sociales, au Nord, au Sud et entre le Nord et le Sud.

La refondation du développement est rendue nécessaire par la crise que celui-ci traverse. Pour une bonne part, crise du capital qui tente de se « valoriser » par l'appropriation de toutes les activités humaines, malmenant un principe de précaution à peine reconnu. Crise qui met au jour la contradiction entre valeur marchande et richesse sociale, deux catégories clés de l'économie politique mais oubliées par la « science » économique contemporaine. Crise culturelle aussi puisque le sens du progrès ne va plus de soi.

A la pensée du progrès humain, née au siècle des Lumières et qui vint à point nommé pour fournir un cadre idéologique au progrès économique apporté par le développement du capitalisme, on ne peut substituer une pensée qui s'accommoderait ou qui ferait l'apologie du déclin ou du retour en arrière. On ne peut non plus fermer les yeux sur les risques d'interruption de la vie que fait peser la fuite en avant de la production-consommation, ni sur les risques d'implosion sociale que représente l'approfondissement des inégalités. C'est dire combien il serait illusoire de se réfugier dans une défense de l'intérêt des générations futures, inaccessible à l'esprit humain, si l'équité ici et maintenant n'était pas construite : la « durabilité » ou « soutenabilité » dans l'espace et dans le temps ne peuvent être dissociées. Au sein d'une démarche complexe, la dialectique de l'universalisme des droits et du pluralisme culturel peut être source de dynamique.

Bibliographie

Ne sont données ici que les références aux travaux personnels sur lesquels s'appuie l'intervention ci-dessus. Tous les documents suivants sont téléchargeables sur <http://harribey.u-bordeaux4.fr> sauf ceux précédés de *. On y trouvera des bibliographies plus complètes.

- ATTAC (sous la dir. de J.M. Harribey), « Quel développement pour une société solidaire et économe, Eléments pour un débat », *Lignes d'attac*, n° 35, avril 2004, reproduit dans *La revue internationale et stratégique*, n° 54, été 2004, p. 51-63.
- *ATTAC (sous la dir. de J.M. Harribey), *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2004.
- *Harribey J.M., *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- *Harribey J.M., *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998.
- Harribey J.M., « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », dans Bidet J., Kouvelakis E. (sous la dir. de), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, p. 183-200.
- Harribey J.M., « Richesse et valeur dans une perspective de soutenabilité », *Contretemps*, n° 4, mai 2002, p. 71-84.

- Harribey J.M., avec LÖWY M. (coordinateurs), *Le capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx, 2003.
- Harribey J.M., « Croissance et décroissance infinies : une fausse alternative », *Politis*, n° 779, 11 décembre 2003.
- Harribey J.M., *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Editions du Passant, 2^e éd. 2004.
- Harribey J.M., « Les impasses de la croissance et de la décroissance infinies », *Mouvements, Science, Politique, Culture*, n° 32, mars 2004, p. 113-119.
- Harribey J.M., « L'ex(-)croissance », *Politis*, n° 796, 8 avril 2004.
- Harribey J.M., 2004, « Développement n'est pas nécessairement croissance », Une partie de cet article a été publiée par *Le Passant Ordinaire*, n° 49, juillet-septembre, sous le titre « Le crépuscule de la croissance », L'autre partie a été publiée par *Le Monde diplomatique*, juillet, sous le titre « Vers une société économe et solidaire, Développement ne rime pas forcément avec croissance », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/developpement-croissance.pdf>.
- Harribey J.M., « Le pétrole de la crise », *Politis*, n° 822, 21 octobre 2004.
- Harribey J.M., « La dynamique du thermos », *Politis*, n° 835, 20 janvier 2005.
- Harribey J.M., « Constituer » l'Europe ?, 28 janvier 2005, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/constituer.pdf>.
- Harribey J.M., « Le traité constitutionnel, le temps de travail et la conception du progrès », 21 février 2005, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/directive-travail.pdf>.